

Data Governance Act

24.06.2021

PAR OLIVIER DION, FONDATEUR DE ONECUB



The world is how we shape it*



* Le monde est tel que nous le façonnons.

sopra  steria
next

Sommaire



- 01 **Vers une stratégie européenne de la donnée**
- 02 **Le Data Governance Act en bref**
- 03 **Prochaines étapes**
- 04 **Les « data spaces »**

Vers une stratégie Européenne de la donnée



Mai 2018

RGPD

Cadre protecteur des données (portabilité, ...)



Février 2020

Data Strategy

Focus sur le partage de données et la régulation



Juin 2020

Gaia-X

Initiative franco-allemande Infrastructures et standards



Mai 2021

Horizon Europe

Financement de 7,5 Mds € en faveur de projets européens

Une stratégie en 3 volets :

Data Governance Act

Cherche à réguler le partage des données entre les acteurs de la société y compris publics.

Digital Market Act

Cherche à lutter contre les abus de position dominante.

Digital Service Act

Cherche à réguler les contenus comme la haine en ligne ou les « fake news » et à assurer la transparence des algorithmes.

Publication le 19 février 2020 par la commission européenne d'un texte intitulé « **Une stratégie européenne pour les données** » avec pour objectifs de :

- **S'imposer sur la place mondiale des données, «tout en respectant et promouvant les valeurs fondamentales qui sont à la base des sociétés d'Europe ».**
- Créer, « un marché unique des données, ouvert aux données du monde entier, où les données à caractère personnel et non personnel, y compris les données industrielles sensibles, sont en sécurité et dans lequel les entreprises ont facilement accès à une quantité quasi infinie de données industrielles de haute qualité, stimulant la croissance et créant de la valeur tout en minimisant l'empreinte carbone et environnementale humaine ».

Le Data Governance Act en bref

Un marché ouvert mais souverain

- Rôle important des données industrielles dans notre économie.
- Europe a besoin d'un marché ouvert mais souverain de la donnée (Réglementation)
- Essentiel pour se développer et construire une stratégie européenne de la donnée.
- Objectif: se hisser au premier rang mondial de la donnée.

Proposer un model alternatif aux GAFAM

- Pour contrer les stratégies des grandes entreprises de la tech, l'UE souhaite accorder une liberté de choix à sa population.
- Autorisation ou non des données personnelles
- Garantie de protection des données personnelles
- Création d'un nouvel outil de gestion des informations « espace de données à caractère personnel »

Un usage non commercial au bénéfice de tous

- Mise à disposition des données sans rétribution (pour un usage non commercial)
- Formulaire de consentement sera mis en place afin de garantir le caractère non commercial.
- Formulaire adaptable aux besoins de chaque secteur ou en fonction d'objectif spécifique
- Une entité pourra également s'inscrire en tant "qu'organisation altruiste en matière de données" afin de mettre à disposition ses données.

La nouvelle figure des intermédiaires de données

- Nouvelle approche fondée sur « la neutralité » et « la transparence des intermédiaires de données »
- Intermédiaire neutre, ne peut pas utiliser les données pour son propre compte et devra répondre à des exigences strictes.
- Pourront devenir intermédiaire: des organisations autonomes qui fournissent uniquement des services de partage de données ou des entreprises offrant des services de partage de données parallèlement à d'autres services.
- Les autorités publiques surveilleront le respect des exigences et la Commission tiendra un registre des intermédiaires de données.

Principaux objectifs du Data Governance Act



Partage des données par les entreprises contre une rémunération



Rendre les données du secteur public disponibles pour une utilisation ultérieure



Permettre l'utilisation des données pour des raisons altruistes (fourniture volontaire de données par des particuliers ou des entreprises pour le bien commun)



Permettre l'utilisation de données personnelles avec l'aide d'un " tiers de partage de données personnelles " qui aidera les personnes à exercer leurs droits en vertu du RGPD.



Ouvrir la voie à des espaces de données sectoriels, notamment dans les domaines des transports, de la santé, de la finance, de l'éducation, de l'énergie ou de l'agriculture.

Prochaines étapes

1 En cours

- Le Data Gouvernance Act va être soumis au parlement européen et au Conseil de l'Europe pour y être débattu et voté.
- Le règlement sera également complété par d'autres règles dans le cadre de la directive sur les données ouvertes. Il est notamment prévu d'adopter des règles relatives aux ensembles de données de haute qualité, qui permettront le libre accès à certains ensembles de données dans certains formats dans toute l'UE.

2 2021-2023

- D'autres propositions concrètes de « Data Rooms » ou « Data Spaces » spéciales sont également prévues pour 2021. Par exemple, il est prévu de créer un espace européen de données sur la santé ou un espace de données sur les contrats verts.
- La Commission européenne a également déjà publié des propositions pour une loi sur les marchés numériques et une loi sur les services numériques.
- Les « Data Spaces » les plus simples devraient arriver d'ici la fin de l'année 2021, pour les plus spécifiques ce sera en 2023.

Un nouveau modèle d'échange de données : les « Data Spaces »

Qu'est-ce qu'un data space exactement ?

- Un écosystème sectoriel de partage de données
- Un espace où le droit européen peut être appliqué efficacement et où tous les produits et services sont conformes aux valeurs de l'UE

Gaia-X le « meta-cloud » européen

- Sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, Gaia-X à vu le jour, et réuni aujourd'hui 22 membres fondateurs et plus de 200 organisations qui sont venu se greffer au projet.
- Son ambition : créer un environnement dans lequel les données pourront être partagées et stockées sous le contrôle de leurs propriétaires et utilisateurs.
- De très nombreux secteurs d'activité tireront profit de cette initiative : Finance, Agriculture, Tourisme, Mer...

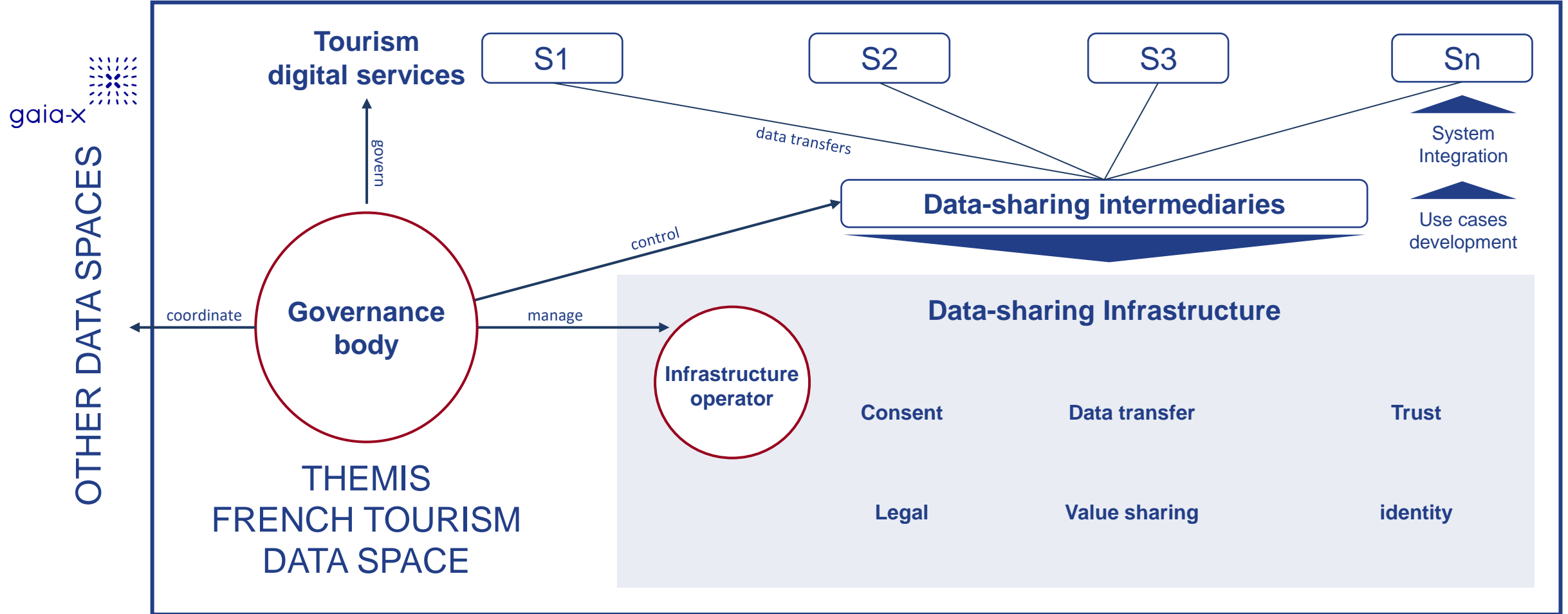
Exemple appliqué au secteur du Tourisme

- Un citoyen européen se déplace en Europe
- Ce voyageur pourra disposer, dans son portefeuille virtuel, de ses documents de voyage (billet virtuel aérien, correspondance train...) mais aussi des éléments biométriques intégrés dans son passeport.
- Cela lui permettra de passer les différents points de contrôle de manière transparente, dans le respect de la réglementation.
- Les droits d'accès, par des tiers, à ses informations personnelles et de voyage seront définis à l'avance, ainsi que la durée de rétention, puis de destruction, de ces données.

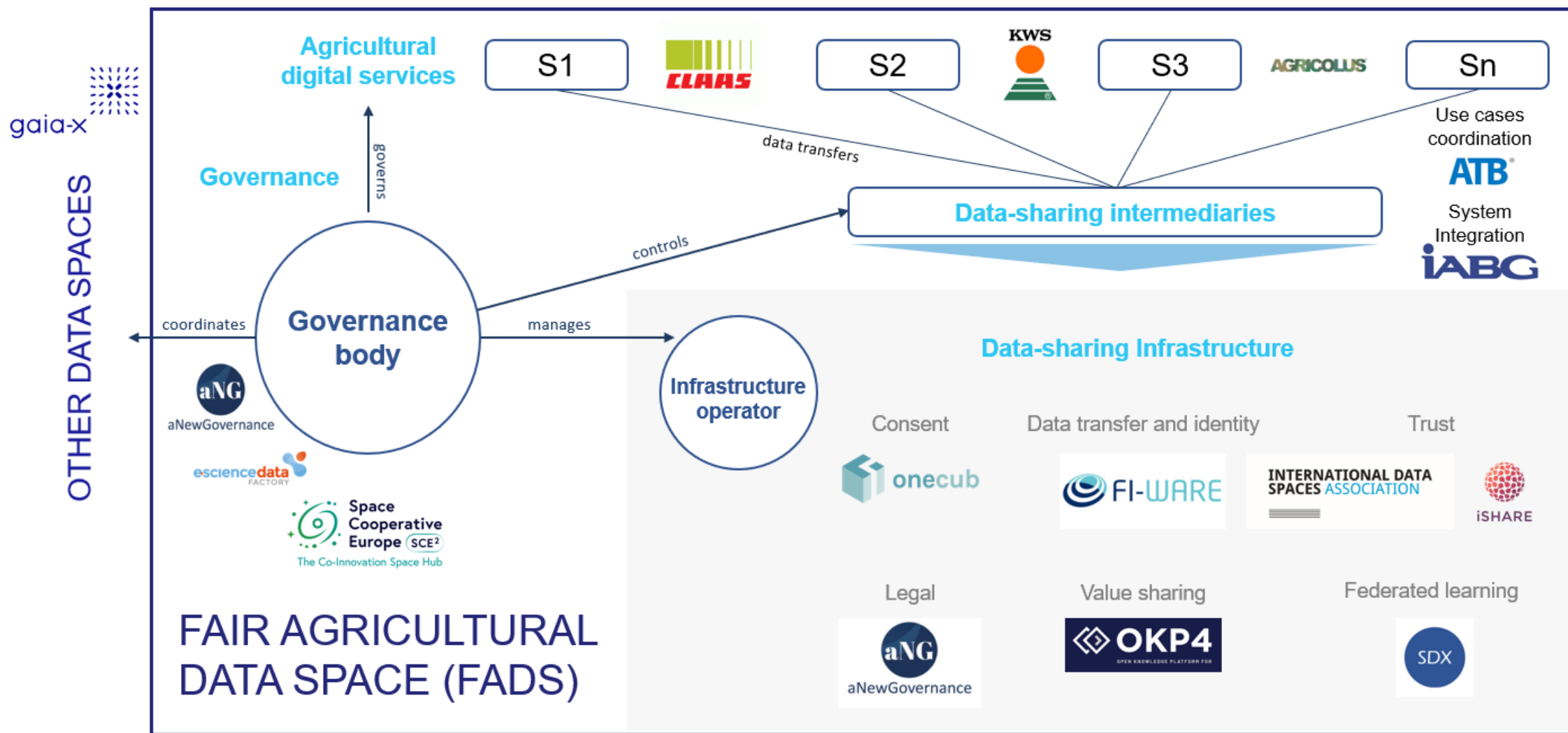
THEMIS ARCHITECTURE MODEL



REGULATIONS & POLICIES



REGULATION & POLICIES



Merci
